



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N°2024/980T

Arrêté portant autorisation d'installation d'un fourreau, au 103, rue de Chambourcy, à Poissy, dans le cadre d'une construction immobilière sur la commune de Chambourcy du 30 septembre 2024 au 30 septembre 2025

Le Maire,

Vu la demande en date du 25 septembre 2024, par laquelle la Société Cobat Constructions sollicite l'autorisation d'installer un câble sous fourreau sur le domaine public, au 103 rue de Chambourcy, à Poissy, dans le cadre d'une construction immobilière sur la commune de Chambourcy, du 30 septembre 2024 au 30 septembre 2025,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018, réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, dans diverses voies de Poissy,

Vu l'arrêté permanent n° 2020/391P du 23 mai 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que la Société Cobat Constructions effectuera des travaux de construction immobilière sur la commune de Chambourcy, du 30 septembre 2024 au 30 septembre 2025,

Considérant que dans ce cadre la Société Cobat Constructions sollicite l'autorisation d'installer un câble sous fourreau sur la commune de Poissy,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant la nécessité d'autoriser l'occupation du domaine public,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du 30 septembre 2024 au 30 septembre 2025, la Société Cobat Constructions est autorisée à installer un câble sous fourreau de 7.20 m² à partir du transformateur Enedis au 103, rue de Chambourcy, à Poissy, afin d'effectuer les travaux d'une construction immobilière sur la commune de Chambourcy.

Article 2 :

Le bénéficiaire devra verser à la première réquisition dans la caisse du trésorier principal de Poissy la redevance d'un montant total de six cent quatre-vingt-onze euros et vingt centimes.

Tarifs	Temps occupé	Surface occupée	Total
Fourreau 8 € / m ² / mois	12 mois	7.20 m ²	691.20 €
Montant total de la redevance			691.20 €

Article 3 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

Article 7 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 25 septembre 2024

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**



**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 01/10/2024